

Les vacances

Un droit qui reste à conquérir!

A quelques semaines des premiers départs, nous avons ouvert notre dossier sur ce droit acquis des grands mouvements sociaux mais qui reste pour près de la moitié des Français, un rêve plutôt qu'une réalité.

P. 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 789

23 JUIN 2005

prix: 0,40 €



■ APRES LE 29 MAI

Nous avons rencontré Jean-Yves ROMAND, responsable communiste sur la Brière qui nous explique la force du NON et nous faisons le point des diverses initiatives dans notre département

P 3

■ LA FETE DE L'HUMA

Demandez la vignette et profitez de l'offre exceptionnelle pour vous rendre à la Fête les 9-10 et 11 septembre au Bourget



P 6

■ 2005 L'ANNEE DU BRÉSIL

Où en est le Brésil du Président LULA? C'est cette question que nous abordons dans notre page événement

P 6

■ SOCIAL

Une page garnie des événements sociaux sur notre département à la veille des congés.

P 4

www.pcf-44.com

L'actualité politique...

EN BREF

Les 100 jours de GALOZEAU DE VILLEPIN

Vieilles recettes pour un "homme neuf", c'est en ces termes que l'on pourrait accueillir les propos de notre nouveau premier ministre au sujet de sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale. Libéralisme à tout va, culpabilisation des chômeurs, réponses au MEDEF et recours aux ordonnances pour tenter de faire passer la pilule.



Une réponse sans attendre



Interrogés, les Français se déclarent dans un premier temps, très sceptiques sur les résultats escomptés de la politique gouvernementale. 51 % d'entre eux pensent que le premier ministre de la France d'en haut, ne fera ni mieux ni moins bien que son prédécesseur...

Une deuxième réponse

C'est celle des salariés et retraités appelés par leurs syndicats, la CGT en tête, à descendre dans les rues dans la même semaine pour exiger une autre politique sociale. Une réaction aux propos tenus de mise en morceaux du code du travail, de poursuite et d'amplification des privatisations qui prépare de la grande journée d'action décidée le 21 juin prochain.

L'ombre du numéro deux

Nicolas SARKOZY est là et bien là. Patron du Parti du Président, il façonne du ministère de l'intérieur reconquis, son image personnelle et accentue sa mainmise sur une ligne politique qui, espère-t-il, le guidera durant les vingt deux mois qui nous séparent de l'élection présidentielle. Les croque en jambes ne manqueront pas dans les prochaines semaines, soyons en convaincus au regard des premiers jours de l'ère GALOZEAU DE VILLEPIN...



Touche pas à mon code (1)

Une période d'essai de deux ans pour conforter l'emploi, payé sans bulletin de salaire, avec des chèques emploi... Voilà la réponse aux problèmes d'emploi proposée par le nouveau 1er ministre. Pour plus d'emploi, il faut pouvoir mieux licencier, précise-t-il, sous le satisfecit du Baron SEILLERE qui en demande plus.

Touche pas à mon code (2)

Vieille revendication patronale, les seuils de 10 et 50 salariés dans les entreprises vont volés en éclat par ordonnances du Sieur GALOZEAU DE VILLEPIN. Au revoir représentation syndicale, protection et droits des salariés. Pas de remise en cause du droit du travail français, nous dit le 1er ministre d'en haut... mais dans la réalité... c'est vive le libéralisme à tout va...

Point de vue

Par Gilles BONTEMPS



A côté du PCF et avec d'autres forces, les élus communistes et républicains ont joué un rôle important dans l'élargissement de la bataille pour faire gagner le NON.

Au lendemain de cette victoire populaire, la situation est à nouveau ouverte, le carcan des dominations s'est lézardé et les différentes formes d'hégémonie en ont pris un coup. Il y a aujourd'hui beaucoup d'attentes et particuliè-

èrement chez les électeurs de gauche. Ceux qui ont voté NON mais aussi beaucoup de ceux qui ont voté OUI.

Tout en contribuant à faire respecter le choix des électeurs, les élus communistes et apparentés, ont une double responsabilité. D'abord, poursuivre et amplifier leur action dans les différentes collectivités avec l'ensemble de leurs partenaires de

gauche pour mettre en œuvre dans les domaines de compétences, les programmes sur lesquels ils ont été élus.

D'autre part, quelles que soient les qualités, la détermination, la capacité de conviction des élus communistes, les grandes questions auxquelles les gens sont confrontés, ne se régleront pas au sein des collectivités.

Par exemple, pour obtenir le retrait des directives portuaires, ferroviaires conduisant à la privatisation des transports de fret ferroviaire, pour en finir avec les désengagements de l'état et les transferts de compétences sans moyens, sur les départements et les régions, il faut un puissant mouvement populaire porteur de choix alternatifs.

Dans le prolongement de la dynamique de la victoire du NON, les élus communistes auront à cœur de contribuer sur le terrain, à un rassemblement le plus large des citoyens, des forces sociales, syndicales, politiques, pour rendre incontournables les exigences populaires.

«il y a aujourd'hui beaucoup d'attente et particulièrement chez les électeurs de gauche»

Ils sont sourds au message du 29

C'est flagrant. Ça se dit. Ça laissera des traces. Ce message des Français, exprimé par les urnes, est non seulement méprisé par le chef de l'état et son Parti, l'UMP, mais également par le Parti Socialiste qui vient de lui donner une réponse inappropriée lors de son Comité directeur. Pour les deux grandes forces qui aspirent tant au bipartisme, le divorce grandit avec la majorité de nos concitoyens. A la stupidité de CHIRAC répond la bunkerisation de la direction du PS.

Le 29 mai, la globalisation de la pensée libérale a connu son Waterloo. Mais les hommes

et les femmes qui prétendent gouverner seuls tournent de plus en plus le dos aux citoyens. Ils symbolisent par leur entêtement, l'état d'une France politique et institutionnelle hors des gonds, disjointe de la réalité vécue par notre peuple. La démocratie s'enfoncé dans la crise.

CHIRAC résonne toujours dans "sa logique" d'une politique libérale à l'envers de ce que pensent les Français, comme si rien ne s'était passé en avril 2002 et lors des élections régionales, en nommant un premier ministre discrédité avant de commencer qui s'entoure des mêmes ministres qui ont conduit à la chute de RAFFARIN.

Quant au Parti socialiste, engagé dans un

psychodrame tactique d'avant congrès, il donne la détestable impression que les petits jeux de pouvoir et la pré guerre pour 2007 priment sur toute considération notamment celle exprimée par les Français. Le "silence dans les rangs" imposé par François HOLLANDE, l'exclusion de la direction de ceux qui osent penser autrement, sont les signes et l'incarnation du fossé qui se creuse avec le peuple de gauche.

Le Parti Communiste acteur important dans le succès politique du 29 mai entend jouer un rôle important pour que l'espoir né au soir du référendum ne s'éteigne pas et que les citoyens prennent pleinement leur place dans la construction d'une autre société.

Répression contre les lycéens.

Est-ce le signe d'un pouvoir en difficulté ? Quoiqu'il en soit, la répression et les condamnations de justice qui s'abattent contre ceux qui se sont opposés à la loi FILLON ne sont pas acceptables.

5 mois de prison avec sursis, et 500 euros d'amende pour "outrage à agent", c'est ce que vient d'écopier un jeune lycéen parisien de 18 ans après un procès où s'affrontaient deux versions : celle du jeune et celle d'un officier de police.

Le juge n'en a retenu qu'une, celle évidemment du représentant des forces de l'ordre pour laquelle pourtant aucun élément sérieux ne permettait que l'on s'y arrête.

Le gouvernement qui a du mal à mettre en application une loi votée contre l'avis majoritaire des enseignants et des élèves n'a plus comme manœuvre possible que la répression pour imposer des réformes impopulaires et injustes.

De vous à moi...

Est-ce de la provocation, je ne sais pas mais comment recevoir autrement, le discours de notre nouveau premier ministre devant les députés. C'est une véritable déclaration de guerre à l'encontre des Français. Alors que nous venons majoritairement, après un intense débat politique et une confrontation qui posait la question de la place du social dans notre société, de dire NON au libéralisme, l'homme du Président arrive, applaudi par le MEDEF en nous disant " Je casse le code du travail, je m'engage dans une importante et nouvelle étape de privatisation, je n'ai de compte à rendre à personne, tout se fera par ordonnances, en dehors de l'Assemblée nationale et durant la période des congés ". Mais de qui se moque t on ? Va-t-on continuer longtemps à se foutre de nous, à ne pas nous écouter ? Vraiment cette France d'en haut a fait son temps, mais méfiance car il est indispensable que la France d'en bas donne plus de voix et prépare concrètement son avenir, non pas par une alternance qui laisserait nos problèmes au placard mais avec une alternative politique à cette société du fric et de l'exploitation.

Y.C.

...en Loire Atlantique.

VITE LU VITE DIT

Blain: le candidat communiste avait raison

Il aura fallu presque un an et demi pour que Jean-Luc PLUMELET obtienne l'approbation de son compte de campagne des élections cantonales de mars 2004.

La commission nationale des comptes de campagne et du financement des partis politiques avait en effet refusé son compte sous prétexte que la section de Blain du Parti Communiste avait participé à son financement en opérant un versement financier.

La sincérité du candidat et du mandataire financier ne faisait pourtant aucun doute, tout le monde en était convaincu, sauf la commission qui en s'entêtait dans son refus de donner un avis favorable malgré les explications fournies.

Une première fois, suivant l'avis du commissaire du gouvernement, le tribunal administratif de Nantes donnait raison au candidat du PCF. Nouvel entêtement de la CCFP qui porte l'affaire devant le Conseil d'état et qui, pour la seconde fois, est désapprouvée.

Jean-Luc PLUMELET et son mandataire financier avaient donc raison, le compte de campagne sera remboursé et la commission nationale est condamnée à verser 2 000€ de dommages pour frais de justice.

Il y a 50 ans

Notre département connaissait, il y a maintenant 50 ans, l'un des conflits les plus importants de son histoire. A Nantes et à Saint-Nazaire, les métallos à l'origine du mouvement, tiendront tête durant plusieurs mois à un patronat qui n'hésitait pas à utiliser toutes les armes à sa disposition pour tenter de faire mettre genoux à terre: répression, look out, police... Cette grande action syndicale est encore aujourd'hui, présente dans les mémoires ouvrières et fait l'objet d'une exposition visible à la Maison du Peuple de Saint-Nazaire.

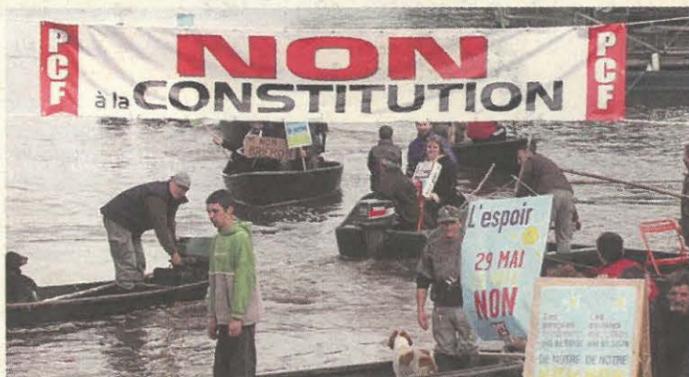
Référendum: une belle campagne électorale

« La plus belle campagne que les communistes ont menée depuis longtemps »

Le 29 mai, c'est en Brière que le NON obtient ses meilleurs résultats. Jean-Yves Romand, responsable des communistes briérons, nous livre ses premières réflexions.

NLA: Il y a eu un véritable raz de marée du NON dans votre région, pouvez-vous nous en donner les raisons?

Jean-Yves Romand: Une exceptionnelle mobilisation de l'électorat. Rappelez-vous qu'une de nos préoccupations, était de savoir si les gens iraient jusqu'au bout de leur colère, s'ils la traduiraient dans les urnes. 76 % de participation à Saint-Malo de Guersac, 78 % à Saint-Gildas et à Besné, 79 % à La Chapelle des Marais... Beaucoup d'électeurs arrivaient avec des cartes électorales vierges ce qui prouvait qu'ils ne s'étaient pas déplacés lors des



rentes consultations, l'an passé. Des jeunes nombreux ont voté pour la première fois. Des hommes, des femmes qu'on n'avait pas vus depuis très longtemps, nous ont expliqué que cette fois-ci "cela valait la peine". Les électeurs ont clairement perçu l'existence d'un enjeu fort.

NLA: Dans cette victoire, qu'elle est la part qu'il faut attribuer au "non de gauche"?

Jean-Yves Romand: Je dirai un mot de la composition sociale de l'électorat de la Brière. Le recensement de 1999 montre que les ouvriers représentent 40 % de la population, les employés 30 %. Plus de la moitié des habitants de la Brière sont exonérés de l'impôt sur

le revenu. Or, tous les observateurs ont noté que ce sont les villes, les quartiers dont les habitants sont aisés, qui ont le plus largement voté OUI. De façon caricaturale, Presse Océan a souligné combien était irrésistible la force de ce NON populaire, très antilibéral "Le NON a pris le dessus dans des communes de gauche et fait de très beaux scores dans les terres du PC" a noté le quotidien régional. 73 % à Trignac, 71 % à Saint-Joachim, 70 % à Saint-Malo. 71 % à Montoir où les communistes et les collectifs du NON ont réussi une belle campagne de proximité. 67 % à Donges où la lutte des salariés de la Raffinerie a été victorieuse.

NLA: Quel rôle, selon vous, les Communistes ont-ils joué dans cette victoire?

Jean-Yves Romand: Tous les militants soulignent que c'est la plus belle campagne que les Communistes ont menée depuis longtemps. A Montoir, les deux meilleurs bureaux sont ceux où l'on a fait régulièrement du porte à porte (à Bellevue, le NON fait 78,27 %). A Trignac, le niveau des résultats du NON est comparable dans tous les bureaux. Pour arriver à ce résultat, les militants et les collectifs ont fait signer près de 500 personnes dans les quartiers qui, d'habitude nous sont les moins favorables. La dynamique des collectifs a d'ailleurs été décisive. J'ai en tête, les fameux chalands du "NON Briéron" et les deux cents personnes rassemblées au Pont de Paille, une semaine avant le référendum. Des liens nouveaux ont été tissés avec des gens, nombreux, qui n'avaient jamais fait de politique auparavant, des électeurs qui nous avaient quittés, sont revenus vers nous et souvent ont éprouvé le besoin de nous le dire. Nous ne pouvons pas les décevoir.

L'après 29 mai

De nombreuses assemblées, des pots de la victoire, se sont tenus à Nantes, à Rezé, en Brière, à Couëron ou à Savenay... Partout, le même sentiment de satisfaction et d'espoir des participants. Des discussions riches, ouvertes, tournées vers l'avenir avec une volonté de peser sur les événements futurs.

A chaque fois, beaucoup plus de participants, qui s'étaient, pour certains, écartés ces dernières années pour des raisons diverses de la vie politique, d'autres qui la découvrent avec cette question majeure "Je veux construire la suite du 29 mai".

On rencontre des adhérents d'ATTAC qui décident de travailler avec le Parti Communiste voire y adhèrent expliquant que "sans l'action politique il ne sera pas possible d'avancer". Une militante de la Ligue des Droits de l'Homme déclare "c'est la première fois

que je franchis ce pas, j'étais plus près de l'extrême gauche mais c'est vers le Parti Communiste que je me tourne car je pense que l'efficacité est là".

Un sentiment d'aller plus loin dans l'action qui a conduit à la victoire du 29 mai, se dessine. De nombreuses initiatives se programment encore malgré l'approche des congés. A la suite d'une réunion dans la région nantaise, un camarade déclare "Nous avons des gens que nous n'avons pas vus depuis de nombreuses années, et de surcroît qui "en voulaient". Cette réunion poursuivait-il avait une toute autre teneur de ce que nous avons fait jusqu'alors, y compris dans la campagne. Je suis un peu grisé par les possibilités de faire quelque chose de grand, demain".

Durant tout ce mois, beaucoup d'autres réunions sont prévues, juillet et août ne seront pas sans activité. Ce renouveau et cet espoir peuvent encore grandir.



16 Juin, au nom du «NON»

Comme dans toute la France, des délégations se sont rendues à la sous-préfecture de Saint-Nazaire et à la préfecture de Nantes dans le cadre de la journée de mobilisation organisée par le Parti Communiste, ATTAC, l'appel des 200, Union syndicale solidaire, la FSU; socialistes pour le NON, la LCR, les Alternatifs pour exiger du Président de la République le respect du choix des électeurs exprimé lors du référendum du 29 mai sur le projet de constitution européenne.

La communiste Marie-Annick BENATRE dans une intervention devant la Préfecture de Nantes devait rappeler l'enjeu de la situation pour l'Europe suite au refus de la France et de la Hollande, d'approuver le traité et réclamer du Président de la République française qu'il porte les exigences du peuple français et que de nouvelles négociations s'ouvrent entre les différents pays de l'Union. Déni de démocratie le Préfet a refusé de recevoir une délégation



AUTOCARS BRIÈRE EVASION



Devis sur demande

33, rue Marcel Sembat
44570 TRIGNAC - ST-NAZAIRE

Fax : 02 40 45 95 09

Tél. 02 40 45 95 05

e-mail : autocarbriereevasion@wanadoo.fr

Le dossier.

Les Vacances

Un droit qui reste à conquérir



L'été : la belle saison. Qu'on part ou qu'on n'en ait pas les moyens, c'est pour chacune et chacun le temps d'une accalmie. Le temps libre si bien nommé. Ne nous en privons surtout pas. Mais, qu'on part ou qu'on n'en ait pas les

moyens, le goût des joies de l'été n'est pas le même. Les vacances représentent un temps d'épanouissement, de rêve, d'évasion, de découverte et de rencontre que bon nombre de français ne peuvent vivre.

Car, en l'espace de vingt ans, les réalités, en matière de droit aux vacances, n'ont guère évolué. En 2004, seulement 52% des français sont partis en vacances. Un enfant sur trois ne connaîtra cet été, ni la mer, ni la montagne, ni

la campagne. S'ils sont 72% parmi les professions libérales à partir, la proportion tombe à 48% chez les ouvriers. Elle est de seulement 63% parmi les 15-24 ans. La durée des séjours tend-elle aussi à diminuer. C'est dire si le droit aux vacances reste à conquérir.

Ce droit est inscrit dans le grand mouvement social d'après guerre avec l'émergence des politiques publiques importantes de construction des centres de vacances sur l'ensemble des territoires, la naissance de grandes fédérations d'éducation populaires mais également l'engagement des Comités d'entreprises. Cette période doit rester une référence et nous inspirer. Le droit aux vacances est et doit rester un droit fondamental au même titre que le

droit au travail, à la santé... Lorsque l'on est privé de celui-ci, c'est la pire des exclusions. D'où l'importance de remettre en place des politiques d'aide aux départs, comme par

52% des Français partent en vacances et 1 enfant sur 3

exemple les chèques vacances qui avaient été mis en place par Michèle Demessine alors ministre communiste au tourisme, des politiques sociales au niveau local, de remettre au cœur de l'entreprise le droit aux vacances. La dégrada-

tion des conditions de vie de " la France d'en bas " ne va rien améliorer.

Les atouts touristiques de notre département présentés dans le magazine de l'office du tourisme de Nantes Métropole : " Nantes, 6ème ville de France, considérée... comme la plus agréable d'Europe, St-Nazaire, 1er port industriel de la façade Atlantique française, résolument tourné vers l'océan, La Baule, plus grande plage d'Europe, avec son élégance et la qualité de ses infrastructures ..., station phare de la région " ne doivent pas masquer que ce droit est bafoué pour nombre de ces habitants. Œuvrer avec une plus grande force pour " l'accessibilité pour tous " à ces lieux de tourisme doit devenir une priorité.

Le temps des vacances

La période des vacances est toute proche. Ce qui doit être bonheur et détente est, pour certains parents, une période de soucis supplémentaires. La précarité, le chômage, les moyens financiers réduits font que des enfants ne peuvent encore, à notre époque, partir en vacances.

Le Secours Populaire Français qui fête cette année ses 60 ans d'existence a, de tout temps œuvré pour aider ces familles afin que les enfants partent en vacances. A Trignac, le Comité Brière, qui vient en aide actuellement à plus de quatre-vingts familles, a, depuis un an, relancé l'activité d'aide aux vacances.

Les enfants partiront cette année en famille d'accueil dans la Sarthe.

La " Journée des Oubliés des vacances ", le 24 août,

verra des enfants de la commune accompagner des petits Algériens venant de DELLYS, à une grande journée de la solidarité au Stade de France à Saint-Denis.

Ce sont 60 000 enfants de 6 à 12 ans, venant de tous les départements, ainsi que 3 000 enfants venus de 60 pays, qui passeront une journée exceptionnelle. Depuis plus de 20 ans, notre association organise chaque année, cette journée. Malgré toutes les initiatives que le Secours Populaire multiplie pour que ce nombre diminue, cette journée est née d'un constat qu'un enfant sur trois ne part pas en vacances. Elle est conçue comme un moment inoubliable, offert aux enfants dont les familles sont en difficultés.

" L'égal accès de tous, tout au long de la vie, à la culture, à la pratique sportive, aux vacances et aux loisirs, constitue un objectif national. Il permet de grandir l'exercice collectif de la citoyenneté ". Extrait de la loi du 29/07/1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, art. 140



Ils ont dit :



Tous les étés, à Saint-Brévin, Pornic et La Baule se tiennent les permanences saison, lieux d'accueil tenus par les jeunes de la JOC (jeunesse ouvrière chrétienne) et destinés aux saisonniers. De jeunes saisonniers, dont c'est souvent le premier travail, sont malheureusement encore exploités (non-respect du contrat, heures sup non payées, ...) et ne connaissent pas leurs droits. Ainsi, les permanences ont pour but de les accueillir afin de répondre à toutes leurs questions sur les droits du travail. Les jocistes vont aussi à leur rencontre sur les marchés, les plages, dans les commerces... Ce travail se fait en lien avec les syndicats, notamment pour les cas les plus difficiles pouvant donner lieu à une procédure devant les prud'hommes.

CGT : Ne pas accepter l'inacceptable

Le travail saisonnier est souvent soumis à une exploitation patronale renforcée des jeunes où le code du travail est souvent ignoré. L'Union locale CGT de Saint-Nazaire mène durant la période estivale, différentes initiatives en leur direction sur les stations du nord et du sud Loire avec des distributions de tracts et livrets, leur indiquant leurs droits élémentaires. Des permanences juridiques sont également tenues à la Maison du Peuple, les mardi et mercredi de 14h30 à 18h 00.



Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Journée de Solidarité

Le comité d'évaluation de la mise en œuvre du lundi de Pentecôte travaillé est actif. Un éventuel impôt finançant la solidarité avec les personnes âgées est évoqué.

L'Etat se remplume avec France Télécom

Les syndicats tirent la sonnette d'alarme. L'emploi est en danger. Moins d'Etat signifie moins de protection.

Après France Télécom, GDF

Le gouvernement a décidé d'ouvrir le capital de Gaz de France plutôt que prévu, en attendant celles des sociétés d'autoroutes.

Situation intolérable

France Télécom a versé 1,2 milliard de dividendes pour 2004 aux actionnaires, les banques empoignent 3,2 milliards d'euros au titre des frais financiers et l'entreprise annonce des liquidités importantes qu'elle veut utiliser pour d'autres acquisitions.

Chantiers de l'Atlantique

La baisse des commandes engendre un redéploiement de 600 cadres. Dans un premier temps...?

Prison de Nantes

" Indigne, dangereuse, complètement inadaptée " : s'insurgent les salariés de la maison d'arrêt. Surpopulation sans précédent, 109 cellules, 291 places théoriques, pour près de 400 détenus, une majorité de prévenus, pas encore condamnés, la tension est grandissante...

Répression politique

Samuel, l'animateur le plus médiatisé, du mouvement lycéen a été condamné à 5 mois de prison avec sursis et 500 euros d'amende pour outrage à agent. Une quarantaine de jeunes sont poursuivis suite à cette mobilisation.

Le 27 mai dernier dans le centre de tri de Bègles-Bordeaux, 9 militants syndicaux ont été mis en examen.

Les étrangers : une nouvelle fois stigmatisés

SARKOSY, de nouveau Ministre de l'Intérieur, se déclare prêt à engager tous les moyens matériels et humains pour augmenter de 50% les reconduites à la frontière des étrangers en situation irrégulière. Depuis l'augmentation de la capacité des centres de rétention administrative pour pouvoir " accueillir " familles et enfants jusqu'à l'utilisation des pressions sur les consulats en France, c'est un véritable arsenal qui est mis en place. La proposition d'instaurer des quotas d'immigration par profession, en fonction des besoins de la France s'inscrit dans ce contexte.

Déni du droit d'asile

Un décret publié au JO, le 31 mai, oblige les demandeurs d'asile maintenus en centre de rétention à payer leur interprète pour remplir leur dossier en langue française ; condition rendue obligatoire, sous peine d'irrecevabilité de la demande par l'OF-PRA.

50 familles à la rue fin juin

Débutées du droit d'asile, sans aides à la subsistance pour certaines, la rue pour seul logis : c'est le destin de ces familles étrangères dans l'agglomération de Nantes.

Discount : ou l'agriculture industrielle qui casse les prix et les paysans

Des producteurs d'un côté, des consommateurs de l'autre, et entre eux : de la main d'œuvre, du travail, des moyens de production animaux et végétaux, un cadre environnemental, du savoir-faire, des compétences, des investissements, de la recherche, de l'organisation, de la gestion, de la transformation, du stockage, du transport, de la distribution et mise en vente des produits !!! POURQUOI donc ces deux derniers facteurs s'accaparent près des 2/3 de la marge du produit ? Alors qu'ils n'interviennent que si peu sur la création des produits.

Hier, les agriculteurs écoulaient eux même leur production. La modernisation de l'agriculture précédée de son industrialisation, a considérablement changé la donne : l'agriculteur s'est ainsi spécialisé dans la seule production de matière première pour l'industrie agro-alimentaire et pour l'export, laissant échapper ainsi son pouvoir sur la valorisation de ses produits. La création des coopératives, apportant pourtant l'espoir de réapproprier cette valorisation nécessaire à la survie du monde agricole et de l'ensemble de la ruralité, n'a pu faire face aux contraintes du marché économique financier que l'on qualifie de MONDIAL.

Ce marché artificiel, combiné aux multinationales de la distribution, n'hésite pas à mettre en concurrence l'ensemble des productions mondiales, réalisant ainsi des profits colossaux aux dépens d'un revenu décent mérité par des millions de paysans. On peut, donc, aisément affirmer qu'un produit de qualité mis sur le marché en réglementant les marges des intermédiaires et de la grande distribution, en respectant le revenu des paysans, pourrait arriver bon marché dans l'assiette de chacun d'entre nous.

Nous : consommateur, avons le pouvoir de choisir notre mode de consommation. Le commerce équitable, les marchés, la vente directe des producteurs, les productions labellisées, biologiques, etc. Autant d'initiatives de rapprochement des populations autour de productions locales et régionales (accessibles financièrement) saines et de qualité. C'est aussi par ce même comportement citoyen que nous pourrions infléchir cette politique qui ruine et qui pollue le monde paysan et ses territoires ruraux, en offrant 80% des aides européennes à 20% des paysans. Développons les filières de commercialisation locales et régionales de production de qualité, avec des paysans nombreux. Nous contribuerons ainsi à un rejet de cette politique de concurrence industrielle tout en assurant un équilibre, la vie et l'entretien de nos campagnes. Il nous faut rebâtir les bases d'une véritable agriculture durable.

Toujours plus loin, plus fort dans la voie du libéralisme !

Plus loin, la destruction de la protection sociale, les dérogations au droit commun via un nouveau type de contrat à durée déterminée et une période d'essai de deux ans, la chasse aux chômeurs, aux étrangers... Le code du travail est bel et bien dans l'œil du cyclone. VILLEPIN parle de politique industrielle, mais c'est pour mieux confirmer immédiatement la privatisation des entreprises publiques. Le plan dit " d'urgence pour l'emploi " consiste surtout à précariser les

salariés, à offrir de nouveaux cadeaux aux employeurs et le bâton pour les chômeurs menacés de perdre leurs droits en cas de refus d'une proposition " raisonnable ". Plus fort, les solutions ultra libérales pour lever les freins à l'embauche, la démagogie populiste, le tout sécuritaire... par contre rien de concret et d'immédiat concernant le pouvoir d'achat, l'augmentation des salaires. En votant NON le 29 mai, 55% de nos concitoyens ont exprimé leurs exigences en matière d'emploi, de pouvoir d'achat, de mieux vivre, de lutte contre les inégalités, pour une rupture avec les politiques libérales et pourtant, ce sont

Saint-Nazaire : Les Gautier toujours à la rue !

Il y a deux semaines, tout semblait réglé. Le président de la Communauté d'agglomération de la région nazairienne avait donné des assurances : " Il y a un repreneur pour les lignes de la Brière, la situation des chauffeurs de l'ex entreprise Gautier va se régler ". Depuis le repreneur s'est évaporé laissant, une fois encore, les Gautier à la rue. La STRVN a repris les lignes concernées de la Brière en les restructurant et en supprimant des arrêts. C'est,

part de leur profond désaccord sur la question. Hubert DELAHAIE, Président du groupe a notamment déclaré : " Nous considérons comme justes, légitimes et raisonnables, les demandes des chauffeurs Gautier... Ils ne comprennent pas que la STRVN qui a repris en les modifiant les deux lignes de Brière refuse de faire appel à des chauffeurs qualifiés qui ont fait leurs preuves sur ces lignes parfois depuis dix ans... Ils ne demandent pas leur



assure son directeur, une mesure provisoire qui permettra d'attendre le 1er janvier 2006, date à laquelle un nouveau repreneur reprendra le service dans son intégralité. En attendant, les Gautier seront partis pointer au chômage. Le 14 juin, lors de leur conférence de presse sur les Transports Publics, les élus communistes de la CARENE ont fait

intégration dans la STRVN mais l'embauche de cinq chauffeurs à titre provisoire... Ils demandent à être repris, le 1er janvier 2006, par l'entreprise qui aura été retenue... pour assurer le service public. " Cette position, raisonnable semble la seule de nature à rétablir la continuité et la qualité du service public en Brière.

les mêmes ministres, la même politique, la même surdité, le même mépris du suffrage universel que l'on propose aujourd'hui. Privé de majorité politique dans le pays, le gouvernement tente le passage en force en ayant recours aux ordonnances. Après avoir ignoré le peuple, le nouveau gouverne-

ment ignore le Parlement national. Il n'y a décidément rien de bon à attendre de ce gouvernement, véritable clone des gouvernements Raffarin. Les 9, 16 et 21 juin constituent autant de signes d'une colère intacte alliée à une volonté de changements profonds et réels.

PÉPINIÈRES ENVIRONNEMENT SERVICES

- Création
- Entretien de parcs et jardins
- Expo-vente de végétaux

Voie express - Pornichet - St Nazaire
Tél. : 02 40 53 00 27

près de vous

Jean-Louis LE CORRE

"Maire pour la Paix"

Il rejoint plusieurs centaines de maires décidés à contribuer à l'abandon des essais nucléaires, au désarmement et à la non prolifération des armes nucléaires dans le Monde. Les élus demandent au Président de la République de peser de tout son poids pour que les engagements pris, en l'an 2000, soient mis en œuvre par tous les signataires du Traité de Non Prolifération.

Conseil régional

Réaliser le contrat de Plan, c'est créer des emplois

Profitant de la présence du Préfet venu débattre avec les Conseillers régionaux, Philippe DENIS, Président du groupe des élus communistes, a rappelé au représentant de l'Etat que la meilleure façon de créer des emplois dans les Pays de la Loire était de respecter les engagements pris dans le Contrat de Plan qui se termine en 2006. Malgré les promesses, des millions d'euros n'ont toujours pas été débloqués pour les nouvelles infrastructures ferroviaires ou routières. Malgré les crédits inscrits sur le papier pour Donges Est, le projet d'extension du Port Autonome est toujours au point mort...

ADECR

Le Congrès d'octobre.

Marc JUSTY, Président départemental et Michel LUCAS, membre du Bureau ont participé, mercredi 15 juin, au Conseil national de l'ANECR qui a travaillé sur l'analyse des résultats du référendum et préparé le Congrès de l'Association qui aura lieu les 7, 8 et 9 octobre prochains sur le thème " citoyens et élus, pour une alternative progressiste en France et en Europe ".

Pompiers

Cher nid de guêpes

Il n'y a décidément pas de petits profits quand il s'agit de taxer les habitants de Loire-Atlantique. Le dernier Conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours vient de décider de faire payer 150 euros (!) les interventions des pompiers concernant les nids de guêpes. Evidemment les élus communistes se sont opposés à cette mesure voyant là une atteinte au service public auquel peuvent prétendre l'ensemble des habitants de notre département.

L'activité

■ Conférence métropolitaine

Industrialiser l'estuaire pour créer des emplois

Le 29 mai, un NON franchement antilibéral l'a emporté dans les urnes. Ce choix a clairement pesé sur l'orientation des débats de la Conférence métropolitaine du 10 juin. Ils ont beaucoup porté sur l'emploi et la politique industrielle de l'estuaire.

Jean-Louis LE CORRE, Roger DAVID, Hubert DELAHAIE, Jean-Yves ROMAND élus de la CARENE, Christian PELLOQUET et Yann VINCE, élus de Nantes Métropole ont plaidé pour la poursuite d'une industrialisation soucieuse de l'environnement et créatrice d'emplois. Tout au long de la journée, ils ont porté sous les feux du débat, la réalisation attendue de Donges Est, l'aéroport de Notre Dame des Landes qui favoriserait la construction d'une unité de production pour l'Air Bus A 350, le nouveau franchissement de la Loire, une construction navale diversifiée et innovante, véritable épine dorsale d'une filière maritime Française et Européenne.

Rezé

Yann VINCE avec l'école de Ragon

Yann VINCE a soutenu les enseignants et les parents d'élèves de l'école de Ragon en lutte pour obtenir, notamment, la création d'une classe passerelle et d'un poste d'enseignant spécialisé, le classement en ZEP de l'établissement. Il a demandé au Maire que "la ville ait une démarche offensive auprès de l'Education nationale pour que cette école concernée par un proportion importante d'enfants de gens du voyage ... bénéficie de moyens satisfaisants, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui"

Bureau de poste de Beautour : une victoire citoyenne historique !

Déclaration de Michel GOUTY, élu communiste et président du Comité de défense et de développement du Bureau de poste de Beautour.

Pendant 4 mois, dans un contexte de démantèlement des Services publics (loi de régulation postale, conforme aux directives européennes), la mobilisation citoyenne exceptionnelle, a contraint la direction départementale de La Poste, au retrait total de son projet de réduction des horaires d'ouverture (-4h30).

La démonstration est faite que, lorsque les citoyens déterminés, prennent leurs affaires en main, ils sont vraiment irrésistibles, tel un "tsunami citoyen". Durant toute cette période, le Comité a pris de nombreuses initiatives marquantes et originales, toutes décidées en A.G. : pétition (800 signatures), occupation de la Poste de Vertou, lettre ouverte au Maire, opération "escargot" dans les rues de Vertou, présence nombreuse de citoyens au Conseil municipal, délégation reçue à la direction départementale, conférences de presse.

Michel Gouty, au nom du Comité, qui a dévoilé à l'opinion publique, le projet de la direction postale, de réduire les horaires. Le Maire savait, se taisait et n'a jamais informé les élus, ni la population. Bousculé par l'ampleur de l'intervention citoyenne, il réagit en installant une permanence municipale près de la Poste de Beautour.

Il faut saluer et féliciter toutes celles et tous ceux qui, par leur profond attachement au service public de proximité de la Poste, ont agi pour éviter son démantèlement. Le 10 juin, le Comité a organisé un "apéritif citoyen" pour fêter cette victoire, en invitant les citoyens, Monsieur le Maire et les représentants des autres Comités du département. Plus de 50 personnes ont répondu présentes ainsi que le représentant du Comité de La Régrippière et l'Adjoint au Maire de Vertou. Le Comité de Gesvrine était excusé et a transmis ses félicitations.

Pour Vertou, maintenant, la lutte s'oriente vers le développement de l'offre de service public à Beautour.

Méan Penhoët

Remettez les boîtes aux lettres !

Elles n'étaient certainement pas "rentables", elles ont été enlevées. Depuis des mois, les 3 500 habitants des deux quartiers de Saint Nazaire n'ont plus qu'une seule boîte aux lettres pour déposer leur courrier. Certains, peu chanceux, doivent faire plus d'un kilomètre pour poster leurs plis. Laurent BELLINOT, Maire adjoint, en a assez de se faire "balader" par une administration qui, depuis décembre, lui assure que de nouvelles boîtes vont être installées. Il a fait signer plus de 400 personnes en colère. Si rien n'est fait d'ici le 25 juin, ils ont décidé d'occuper le bureau de poste tant qu'ils n'auront pas satisfaction

Saint-Nazaire

A l'offensive pour les transports.

A Saint-Nazaire, le conflit STRAN s'éternise, les Gautier sont à la rue. Le 14 juin, lors d'une conférence de presse les élus communistes de la CARENE ont proposé des solutions. En décembre 2004, s'achevait, le conflit de la STRAN. Au-delà de la question des salaires, il interpellait, très fort, les élus sur la politique des Transports Publics de la Communauté d'agglomération. Les élus communistes ont enfin obtenu le relèvement du versement transport. et continuent à réclamer qu'à l'avenir plus aucune entreprise n'en soit exonérée. Ils souhaitent que le service public réponde mieux aux besoins des gens qui vont travailler et une nouvelle politique tarifaire qui favorise les abonnements. Ils demandent la réalisation de sites propres pour les bus, "seuls susceptibles de ralentir significativement les temps de trajet". Ils demandent qu'on respecte, sans plus attendre, les engagements pris. "Qu'ils soient STRAN ou STRVN, les chauffeurs des deux sociétés, doivent percevoir le même salaire". Le coût de cette mesure s'élèverait à 458 000 euros par an, or, le relèvement du Versement Transport de 1 à 1,05% rapporterait au moins 438 000 euros. Enfin, ils considèrent "justes, légitimes et raisonnables" les propositions des chauffeurs Gautier qui demandent que cinq d'entre eux soient embauchés, à titre provisoire, par la STRVN pour assurer le service sur les lignes de la Brière en attendant qu'un nouveau repreneur soit désigné.

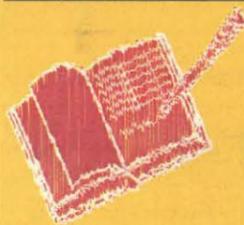


La Grigonnais

Pour le droit au logement

Le Conseil municipal de La Grigonnais, soutient à l'unanimité, les propositions de Jean-Louis LE CORRE pour le droit au Logement. Les élus locaux demandent la création d'un service public du logement et de l'habitat, la mise hors la loi des expulsions pour les familles touchées par les difficultés économiques et sociales, la mobilisation contre les coupures d'eau et de courant.

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



NANTES : Assemblée des communistes de la région nantaise, mardi 14 juin à 18h30, salle de Conférence, Maison des Syndicats, place de la gare de l'Etat.

CLISSON : Assemblée de communistes, jeudi 16 juin à 20h00, salle du Champ de Foire.

Deux rassemblements à l'appel du PCF, Socialistes pour le NON, LCR, Les Alternatifs, FSU, Union Syndicale Solidaires, ATTAC, Appel des 200 sur le département pour exiger que Jacques CHIRAC respecte le choix des Français

NANTES : rassemblement, jeudi 16 juin à 17h30, devant la Préfecture.

SAINT-NAZAIRE : rassemblement, jeudi 16 juin à 18h00, Esplanade des Droits de l'Homme.

SAINT-NAZAIRE : assemblée des communistes le samedi 18 juin à 18h00, salle de l'Immaculée.

VERTOU : Assemblée des communistes, mardi 21 juin à 20h00, Espace Beautour.

MONTOIR : Assemblée des communistes des sections de la Brière, Presqu'île et Pays de Retz jeudi 23 juin à 18h30, salle polyvalente du complexe sportif de la Bonne Fontaine.

LAVAL : Conférence régionale, samedi 25 juin de 9h30 à 13h00, avec à l'ordre du jour : les batailles régionales après le référendum et un an après les élections régionales, fonctionnement et renouvellement de la direction régionale, élection du secrétaire du Comité régional.

BLAIN : Assemblée des communistes le lundi 27 juin à 20h30 salle de la " Cour Mortier "

LES STRAN ET LES STRVN EN GRÈVE

Voilà six mois que le protocole de fin de conflit a été signé entre les salariés des entreprises publiques de la région nazairienne et le Président de la CARENE, six mois où les études et expertises se sont suivies sans que les travailleurs ne voient leur situation évoluer. Puis, trois semaines avant l'été, le directeur sort des propositions de sa poche et veut les faire passer en force auprès des salariés. Quatre ans pour harmoniser les statuts et les salaires alors que l'augmentation du versement transport, demandé depuis trois ans par les élus communistes et enfin accepté par la majorité de gauche, permet de régler la question dès 2006. Le 16 juin, journée de grève et de manifestation pour que le Président respecte enfin la parole donnée.



LA POSTE

En Brière, la résistance s'organise.

Pas à pas, la direction départementale de La Poste avance dans ses projets de restructuration. Mais c'est sans compter sur la résistance des usagers, une résistance qui s'organise en zone rurale à l'initiative des communistes briérons. " La Poste Bouge mais pas dans le bon sens " constate, à Saint-Joachim, devant une salle comble et combative, Jean-Yves ROMAND, le responsable local du Parti. Postier à la retraite " depuis le 1er juin " il sait de quoi il parle quand, avec des exemples concrets, il illustre les coups bas de ceux qui veulent casser " notre Poste " (à Besné, le Maire vient d'accepter que le bureau soit transformé en agence postale communale payée avec l'argent des contribuables locaux, à Saint-Joachim, on propose de fermer le bureau le mercredi après midi...). " Notre Poste " rappelleront Christophe DENIS et Marie-Claude ROBIN, responsables départementaux de la CGT, ce sont " 2,5 millions visites dans les bureaux en 2003, 700 millions d'euros de prestations sociales versées dont le RMI, une présence sur tout le territoire, y compris dans les zones sensibles, 100 000 facteurs à qui le gouvernement, craignant le retour de la canicule de 2003, vient de demander de se rapprocher, pendant leurs tournées, des personnes âgées. Décidés à ne plus se laisser faire et, après le référendum du 29 mai, à regagner le terrain perdu, sur proposition de Michèle PICAUD, Conseillère régionale, les participants ont décidé de créer le soir même, un comité de défense regroupant usagers, personnels et élus. Pour être pleinement efficaces, ils prennent, dans les jours qui viennent, des contacts avec tous les comités de lutte de la Loire-Atlantique et leur proposeront de coordonner leurs actions au niveau du département.

VERS UNE GRANDE FÊTE DE L'HUMA.



L'édition de la Fête de l'Huma est maintenant sur les rails. Après une période politique intense au printemps dernier, après la victoire du NON au référendum sur la constitution européenne, les 9, 10 et 11 septembre vont permettre un formidable rassemblement citoyen, au Bourget et marquer la rentrée politique des communistes mais bien au-delà, de toutes celles et tous ceux qui veulent être les acteurs d'une véritable alternative.

Une offre exceptionnelle vous est faite pour participer à cette grande fête :

50€ par personne, entrée à la fête comprise sans hébergement avec départ en car de Saint-Nazaire ou de Nantes dans la nuit du vendredi au samedi et retour en car dans la nuit du dimanche au lundi.

Pour tous renseignements ou réservation " AUTOCAR BRIERE EVASION " 33 rue Marcel Sembat 44570 Trignac Tel 02 40 45 95 05

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Yannick CHENEAU

Commission paritaire : N° 0310 I 86504

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Yannick Chéneau

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 35 40 55

e-mail : nouvelles-loire-atlantique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Michel DEJEU

Michel LUCAS

Jean-Paul MARTEL

Jean-Yves MARTIN

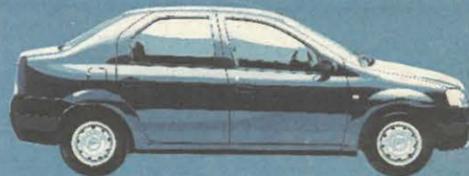
Aymeric SEASSAU

Yann VINCE



LOGAN

Comment faire rentrer
5 personnes dans 7500€,
sans chausse-pied ?



SOYEZ LOGIQUE SOYEZ LOGAN

5 vraies places / Coffre 510L / ABS / 2 airbags / Garantie 3 ans / A partir de 7500€

www.dacia-logan.fr

DACIA
groupe Renault

Modèle présenté Logan 1.4 75ch. Consommation mixte (l/100km) : 6,8. Emissions CO₂ (g/km) : 164



RENAULT SAINT-NAZAIRE

CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE

380, Route de la Côte d'Acour - Océanis

02 40 17 20 20

ET SON RÉSEAU D'AGENTS

Il fallait se le dire



Vos avis, vos réflexions sont nécessaires pour que nous puissions ensemble comprendre et mieux appréhender notre action.

« NLA 41 rue des Olivettes 44000 Nantes »
e-mail : nla@wanadoo.fr

Rendons à César

Gilles de la Montagne réagit à un article du

dernier numéro où nous indiquions le véritable nom du premier ministre de la France " Galozeau de Villepin "

et non " Galousou " comme nous l'avons écrit par erreur. Certes, nous dit Gilles, cela ne change rien à la vue qu'il a de la politique sociale mais, lorsque vous indiquez que c'est son vrai nom, il ne faut pas se tromper... Nous prenons note bien entendu de la remarque et corrigeons pour l'avenir.

Gilles poursuit sa réflexion sur l'étymologie de ce nom " Gal " voulant dire coq et " ouzeau " oiseau. Et conclut son propos en ces termes " Petit coq devant les Français par

son mépris du respect des urnes, et oiseau de mauvaise augure pour la politique de justice que nous sommes en droit d'attendre ".

Les crayons sont rangés

Période des congés oblige, ce numéro 789 des " Nouvelles " sera la dernière parution avant les congés. Nous reprendrons le cycle de notre journal, le 1er septembre avec déjà " dans la boîte " quelques idées pour nos prochaines éditions. Nous restons

bien entendu, à votre écoute si vous nous formulez quelques suggestions qui seront les bienvenues.

Plonger dans la rentée

Parmi les idées que nous souhaitons travailler dans les éditions de septembre, nous envisageons d'ouvrir un premier dossier sur la Fête de l'Huma du Bourget et entrer dans le stand de la Loire Atlantique, examiner la rentrée scolaire et détailler la carte départementale, et à la mi-

mois nous vous proposerons un numéro spécial des " Nouvelles " sur une analyse plus approfondie du résultat du référendum sur la constitution, ses conséquences sur la vie politique et particulièrement sur le département, pour tirer quelques éléments de réflexion sur les enjeux politiques des mois à venir.